

est fait», prévient-il. Et les réalisations sont nombreuses, avec 32 opérations en 10 ans, dont huit opérations militaires – la neuvième, en République centrafricaine, ayant été initiée après la parution de l'ouvrage. Dans le champ civil, l'UE a développé un réel savoir-faire dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), de l'établissement d'un état de droit et de la formation, tandis que les institutions bruxelloises en charge de la gestion civile des crises montaient en puissance. Le domaine militaire est resté plus intergouvernemental et finalement plus contraint, notamment en raison du faible soutien que lui apportent la grande majorité des États membres. Howorth ne juge pas le degré de succès de ces opérations mais il rend compte des débats existants dans la littérature, lesquels sont plus souvent critiques du rôle de l'UE qu'élogieux sur les résultats obtenus. L'auteur n'en souligne pas moins les avantages comparatifs de l'UE, sa capacité à combiner outils militaires, civils, diplomatiques et économiques, autant que la spécificité de l'organisation, laquelle suggère que les notions de culture stratégique ou d'identité ne peuvent être appliquées ici comme elles le seraient à un État.

Pour Howorth, l'émergence de l'UE comme acteur de la sécurité est une «œuvre inachevée» (*work in progress*), ce qui laisse entendre que la construction d'une politique européenne de sécurité et de défense va se poursuivre, en dépit des obstacles. Outre sa dimension pédagogique, l'une des vertus de cette seconde édition refondue est d'offrir une analyse serrée et équilibrée d'un projet dont la complexité et le potentiel méritent davantage que l'approche décliniste souvent pratiquée.

Thierry Tardy

## CONSTRUCTING EUROPEAN UNION TRADE POLICY. A GLOBAL TRADE POLICY

Gabriel Siles-Brügge  
Basingstoke, Palgrave Macmillan,  
2014, 258 pages

L'Union européenne (UE), qui dispose d'une compétence étendue pour intervenir dans le champ du commerce international au nom des États membres, a longtemps adopté une approche multilatérale envers la libéralisation des échanges, laquelle devait permettre à chaque pays s'engageant à démanteler les entraves au commerce de bénéficier de gains maximaux. Au fil des années toutefois, et en particulier depuis l'arrivée de Peter Mandelson au poste de commissaire au Commerce, l'UE s'est orientée vers une approche bilatérale plus prononcée. Comment expliquer cette réorientation, en l'absence de modification du cadre institutionnel de l'UE, et dans le contexte de paralysie du cycle de Doha promu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC)?

Gabriel Siles-Brügge propose une explication de cette évolution sous un angle constructiviste, concentrant l'analyse sur le rôle joué par les idées chez les acteurs et décideurs politiques. Cet essai tente plus précisément d'éclaircir le *pourquoi* et, *in fine*, de mettre au jour la raison pour laquelle la direction générale (DG) Commerce a choisi de faire droit aux préoccupations des exportateurs européens face à d'autres acteurs – comme les États-Unis –, qui étaient en mesure d'exporter vers des pays partenaires, pour enfin tenter de comprendre *comment* la DG a appliqué cette stratégie avec succès.

Pour Siles-Brügge, la DG a appliqué des idées néolibérales s'appuyant sur le concept d'avantage comparatif – lequel,

développé par David Ricardo, appartient à l'origine à l'école classique et a été ensuite repris dans les modèles néoclassiques. Ces idées peuvent-elles expliquer à elles seules la politique commerciale, et répondre aux questions soulevées dans l'ouvrage? Peut-être pas. Ce livre rend donc compte des idées, d'une façon commode mais néanmoins sophistiquée, en sus des explications fondées sur les intérêts des acteurs. Ce qui permet une approche « augmentée »: les intérêts nationaux (exportations) et les idées (convictions néolibérales de la DG Commerce) sont également importants, et semblent se renforcer mutuellement. Mais alors quel est le véritable pouvoir marginal des idées par rapport aux autres sources d'explication? La question demeure ouverte.

Le point fort de ce livre réside dans sa réponse à la question du *comment*, pour laquelle l'auteur établit une méthodologie fondée sur l'identification de la stratégie discursive. Grâce à une analyse détaillée du discours, il est capable de distinguer les convictions privées d'un décideur de sa communication publique. L'examen d'éventuelles divergences entre ces deux aspects chez les agents de la DG Commerce permet d'établir qu'il est probable qu'une stratégie discursive ait existé, ce qui explique de quelle façon ces agents ont pu influencer efficacement la politique de leur organe. Dans toutes les études de cas du livre, l'auteur avance que ces fonctionnaires ont effectivement recouru à la stratégie des « contraintes économiques externes » induite par le processus de mondialisation, et qu'ils étaient donc contraints d'agir de la sorte.

Voici un ouvrage dont la nouveauté réside dans l'adoption d'un angle d'analyse constructiviste pour rendre

compte de la politique commerciale européenne. Une lecture intéressante pour les spécialistes de l'économie politique internationale et de l'UE.

**Erik van der Marel**

### **EUROPA. LA DERNIÈRE CHANCE DE L'EUROPE**

Valéry Giscard d'Estaing

Préface de Helmut Schmidt

Paris, XO Éditions, 2014, 188 pages

À l'heure où l'Union européenne (UE) traverse une crise multiforme, Valéry Giscard d'Estaing propose aux dirigeants européens actuels et à venir un nouvel horizon pour leur continent. Son objectif est aussi de répondre au problème, crucial selon lui, de l'obésité de l'UE élargie et de faire de l'Europe une puissance dans le monde.

L'idée est de créer une nouvelle entité, Europa, « Union monétaire, budgétaire et fiscale, à l'espace homogène, dotée à terme d'un Trésor public et d'un mécanisme de solidarité financière ». L'auteur précise d'ailleurs que l'union monétaire existe déjà, tout comme l'union budgétaire grâce au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de mars 2012.

Dès lors, quels sont les aspects novateurs de la proposition de l'ancien président? Il s'agirait pour lui d'aller plus loin dans l'unité de cette zone monétaire en l'accompagnant d'une union fiscale. Il suggère qu'Europa constitue un espace neutre fiscalement – à l'exception de la fiscalité locale – au sein duquel les entreprises et les citoyens acquitteraient les mêmes impôts sur les bénéfices, les revenus ou le patrimoine, quel que soit leur lieu d'activité et de résidence. Par ailleurs, alors qu'il récuse l'idée jugée